

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

11 décembre 2015

Index AI : EUR 15/3058/2015

Bulgarie. Il est temps de répondre aux allégations d'atteintes aux droits humains infligées par la police à des réfugiés et des migrants

Amnesty International demande au gouvernement bulgare de mener sans délai une enquête approfondie sur les allégations de coups, de tirs et de chantage dont se rendraient responsables des policiers à l'égard de réfugiés et de migrants.

« Le policier a crié " ici " [en bulgare], puis il a pointé son arme sur moi et m'a donné un coup de poing au visage. Je suis tombé, il s'est tourné vers un autre homme [un Afghan de 52 ans] et l'a violemment roué de coups. Il lui a donné des coups de poing au visage, et l'homme s'est mis à saigner du nez, il lui a donné des coups de pied dans les jambes... La police frappe tous ceux qui atteignent la frontière entre la Bulgarie et la Serbie. »

Ahmad, réfugié afghan de 21 ans qui est parvenu jusqu'à la ville serbe de Dimitrovgrad, a raconté à Amnesty International son expérience avec la police bulgare. Il a raconté avoir été mis en joue, à bout portant, ce qui lui a rappelé l'Afghanistan. Il avait le sentiment qu'il pouvait se faire tirer dessus à tout moment.

Depuis plusieurs semaines, Amnesty International reçoit des informations concordantes faisant état de menaces, de coups, d'extorsion et d'autres atteintes aux droits humains commises par la police en Bulgarie contre les migrants et les réfugiés.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), les bénévoles et les ONG qui travaillent à Dimitrovgrad, le nombre de réfugiés et de migrants qui entrent en Serbie par la Bulgarie est resté globalement [inchangé](#) au cours des derniers mois, avec en moyenne 200 entrées par jour. Nombre d'entre eux seraient en mauvaise santé et seraient blessés en raison des traitements infligés en Bulgarie.

« J'ai vu des cicatrices non refermées, des éraflures, des contusions. Toutes les personnes à qui j'ai parlé avaient été contraintes de donner leurs empreintes à la police. Nombre d'entre elles ont déclaré qu'elles avaient été enchaînées, frappées, mises en présence de chiens agressifs, et frappées à coups de matraques électriques par les policiers. Un homme m'a raconté qu'il avait perdu connaissance après avoir reçu une décharge électrique », a déclaré l'un des bénévoles à Amnesty International.

Les récits des réfugiés et des migrants sur leur parcours en Bulgarie se ressemblent : ils sont appréhendés, parfois frappés, et les policiers volent leur argent et leurs objets de valeur. Ensuite, ils sont transférés en détention, d'après les témoignages recueillis par Amnesty International et les déclarations des bénévoles. Ils se sont également plaints du manque de nourriture, d'eau et d'installations sanitaires, sur leur lieu de détention.

Dans une vidéo visionnée par Amnesty International, un homme originaire du Pakistan explique son arrestation par la police bulgare.

« [Ils ont d'abord] attrapé mon ami [et ensuite] ils m'ont vu et m'ont dit de sortir [de ma cachette], alors je suis sorti et ils m'ont roué de coups. [Un policier] a pointé une arme sur moi [il fait le geste d'une arme pointée sur le côté gauche de son ventre] et m'a dit de m'asseoir. »

« [En Bulgarie], ils sont cruels envers les autres, ils pensent que ce sont des animaux, ils ne leur montrent aucun respect. Nous avons de l'argent, mais nous devons quand même mendier. Ils ont pris tout notre argent... Ils ont cassé nos téléphones portables. »

Amnesty International a obtenu des dizaines de rapports écrits et de témoignages vidéos dans lesquels des réfugiés et des migrants, principalement originaires d'Afghanistan et du Pakistan, décrivent les mauvais traitements et les violations imputables à la police bulgare. L'une de ces vidéos présente le témoignage d'Ismail (son nom a été modifié), qui raconte avoir été témoin d'un incident durant lequel un homme originaire d'Afghanistan a été abattu dans la nuit du 15 octobre. Tout de suite après, Amnesty International a [demandé](#) aux autorités bulgares de mener une enquête sur ces faits. D'après le récit d'Ismail, un groupe de réfugiés et de migrants dont il faisait partie a été intercepté par la police bulgare après avoir franchi la frontière avec la Turquie. L'un d'entre eux a tenté de fuir, la police a alors tiré un premier tir d'avertissement, suivi par des tirs dirigés contre le fugitif.

« Lorsque j'ai regardé, j'ai vu que quelqu'un était blessé au cou, il a cessé [de respirer et]...il est mort. »

À la suite de cet incident, Ismail a été conduit dans un centre de détention, puis dans un centre d'accueil pour réfugiés et demandeurs d'asile. Il a ensuite poursuivi son périple jusqu'en Serbie.

En novembre, Oxfam et le Centre bulgare pour les droits de l'homme ont publié un [rapport](#) fondé sur plus de 100 témoignages, qui expose les allégations d'atteintes aux droits humains visant les réfugiés et les migrants. Dans sa réponse, la ministre de l'Intérieur a déclaré aux médias que les violations ne faisaient pas partie d'une politique du gouvernement et qu'elle espérait être en mesure de réfuter ces accusations.

Amnesty International demande aux autorités bulgares de mener une enquête approfondie et indépendante sur les nombreuses allégations de mauvais traitements, d'extorsion et de conditions brutales de détention dont seraient victimes les réfugiés et les migrants, et d'en rendre les conclusions publiques.

Plusieurs réfugiés et migrants interrogés par Amnesty International depuis août 2015 ont signalé des cas de renvois forcés illégaux ou d'autres violations à la frontière entre la Bulgarie et la Turquie. Ahmad, originaire d'Afghanistan, se souvient de ce qu'il a vécu à partir du 22 novembre.

« Lorsque nous avons tenté pour la première fois d'entrer en Bulgarie depuis la Turquie, nous avons aperçu les lumières d'un véhicule de police et des policiers assis de l'autre côté de la clôture. Ils ont tiré dans notre direction, et nous nous sommes enfuis en courant vers la Turquie. Il pleuvait et nous avons passé la nuit dans des vêtements mouillés, dans la forêt. »

Les ONG et les médias font régulièrement état de renvois forcés illégaux, ce qui n'a pas encore amené la ministre bulgare de l'Intérieur à mener une enquête efficace, et à en rendre les conclusions publiques.

Amnesty International note que les renvois forcés illégaux et autres violations qu'infligent la police bulgare aux réfugiés et aux migrants demeurent une préoccupation. À la connaissance de l'organisation, aucune enquête convaincante n'a été menée sur ces allégations, notamment sur un coup de feu mortel de la police bulgare contre un Afghan le 15 octobre, sur la mort par hypothermie de deux Yézidis à la frontière turque, après qu'ils ont été semble-t-il été renvoyés illégalement et roués de coups par la police bulgare, et sur de nombreuses [autres allégations](#).

FIN